

seront accueillies à bras ouverts dans la fédération européenne.

Mais, pourra-t-on demander, pourquoi une fédération européenne et non pas mondiale ? Cette façon de poser la question est trop abstraite. Evidemment, l'évolution économique et politique mondiale tend à la réalisation d'une économie mondiale unique avec le degré de centralisation qui correspondra au niveau de la technique. Mais il ne s'agit pas de la future économie socialiste mondiale, il s'agit, pour l'Europe actuelle, de sortir de l'impasse. Il faut indiquer une issue aux ouvriers et aux paysans de l'Europe déchirée et ruinée — indépendamment de la cadence à laquelle marchera la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, en Afrique. De ce point de vue, le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » est sur le même plan historique que celui du « gouvernement ouvrier-paysan » : c'est un mot d'ordre transitoire, indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut et, par là même, poussant les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire.

Ce serait une erreur que de vouloir apprécier le développement révolutionnaire de tous les pays d'après une seule et même mesure. L'Amérique est sortie de la guerre non pas affaiblie, mais renforcée. Sa bourgeoisie est encore très forte. Elle réduit au minimum son indépendance à l'égard du marché européen. Ainsi, si l'on néglige l'Europe, la révolution en Amérique recule dans un avenir lointain. Est-ce à dire que la révolution en Europe doit se régler sur l'Amérique ? Certes non. Si la Russie arriérée n'a pas attendu (et ne pouvait attendre) la révolution en Europe, à plus forte raison cette dernière n'attendra-t-elle pas et ne pourra-t-elle pas attendre la révolution en Amérique. Bloquée par l'Amérique capitaliste, et peut être même, au début, par la Grande Bretagne, l'Europe ouvrière et paysanne pourra se maintenir et se développer sur la base d'une union militaire et économique étroite de toutes ses parties.

On ne saurait se dissimuler que le danger émanant des Etats-Unis, qui entretiennent la désorganisation de l'Europe et se préparent à devenir ses héritiers, rend particulièrement nécessaire l'union des peuples européens, qui se ruinent mutuellement, en « Etats-Unis ouvriers-paysans européens ». Cette opposition découle naturellement de la différence de la situation objective qui existe entre les pays européens et la puissante république d'outre-Atlantique et ne saurait, évidemment, être dirigée contre la solidarité internationale du prolétariat ou contre les intérêts de la révolution américaine. Bien au contraire. Une des raisons contribuant à retarder le développement de la révolution dans le monde entier est l'espoir de l'Europe en l'oncle Sam (Wilsonisme, secours alimentaire aux régions les plus affamées d'Europe, emprunts américains, etc, etc...). Plus les masses reprendront rapidement confiance en leurs propres forces et se grouperont étroitement sous le mot d'ordre de l'union des républiques ouvrières et paysannes d'Europe, plus le développement de la révolution s'effectuera rapidement en Europe et au delà de l'Atlantique. Si la victoire du prolétariat en Russie a donné une puissante impulsion au développement des partis communistes en Europe, la victoire de la révolution européenne donnera une impulsion encore beaucoup plus forte à la révolution en Amérique et dans le monde entier. Lorsque nous faisons abstraction de l'Europe, nous étions obligés de considérer la révolution américaine dans les brouillards d'un avenir lointain ; mais, tenant compte de la marche la plus vraisemblable des

événements, nous pouvons dire avec certitude que la victoire de la révolution en Europe ébranlera en quelques années la puissance de la bourgeoisie américaine.

Non seulement la question de la Ruhr, c'est-à-dire celle du combustible et du métal européen, mais aussi la question des réparations rentrent parfaitement dans le schéma des « Etats-Unis d'Europe ». La question des réparations est une question purement européenne et, dans la période prochaine, elle ne pourra être et ne sera résolue que par les moyens de l'Europe. L'Europe ouvrière et paysanne aura son budget des réparations, comme elle aura son budget militaire tant qu'elle sera menacée de l'extérieur. Ce budget aura à sa base l'imposition progressive des revenus et du capital, la confiscation des richesses volées pendant la guerre, etc. Sa répartition sera réglée par les organes qualifiés de la Fédération ouvrière et paysanne européenne.

Nous ne ferons pas ici de prédictions sur la rapidité à laquelle se réalisera l'union des républiques européennes, ni sur les formes économiques et constitutionnelles qu'elle revêtira, non plus que sur le degré de centralisation qu'atteindra l'économie européenne dans la première période du régime ouvrier-paysan. Nous laisserons tranquillement à l'avenir le soin de régler ces questions en tenant compte de l'expérience dont dispose l'Union soviétique, constituée sur le terrain de l'ancienne Russie tsariste. Mais il est évident que les barrières douanières devront être renversées. Les peuples européens doivent considérer l'Europe comme le champ d'une économie unifiée, de plus en plus gérée selon un plan rationnel.

On pourra objecter que nous préconisons en somme une fédération socialiste européenne en tant que partie constitutive de la future fédération mondiale et que ce régime n'est réalisable qu'à la condition que la dictature du prolétariat soit établie. Nous ne nous arrêterons pas sur cette argumentation car elle a déjà été suffisamment analysée lors de l'examen de la question du « gouvernement ouvrier ».

Les « Etats-Unis d'Europe » sont un mot d'ordre qui, sous tous les rapports, correspond à celui du « gouvernement ouvrier ». Le gouvernement ouvrier est-il réalisable en dehors de la dictature du prolétariat ? A cette question on ne peut faire que des réponses conditionnelles. En tout cas, nous prenons le « gouvernement ouvrier » comme une étape vers la dictature du prolétariat. C'est là précisément ce qui constitue pour nous son immense valeur. Mais le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » a une signification identique. Sans ce mot d'ordre complémentaire, les problèmes essentiels de l'Europe resteront pendants.

Mais ce mot d'ordre ne fera-t-il pas le jeu des pacifistes ? Je ne crois pas qu'il existe maintenant des éléments assez « gauches » pour considérer ce danger comme une raison suffisante pour rejeter ce mot d'ordre : nous vivons en 1923 et nous sommes déjà plus ou moins instruits par l'expérience. Il n'y a pas plus de raisons de redouter une interprétation pacifiste du mot d'ordre « Etats-Unis d'Europe » que de craindre une interprétation démocratico-révolutionnaire du mot d'ordre du gouvernement ouvrier-paysan. Certes, si l'on préconise les Etats-Unis d'Europe comme programme indépendant, comme panacée pour la pacification et la restauration, en isolant ce mot d'ordre de ceux du gouvernement ouvrier, du front